

D. L. 19/12/08

# “Les stations doivent investir dans la multi-activité”



“Notre rôle est d'accompagner les évolutions...”

**A** la veille des premières grandes arrivées de touristes dans les stations de sports d'hiver, la secrétaire d'État chargée de l'Ecologie vient elle aussi dans nos Alpes. Mais pas pour skier avec son petit garçon. Répondant à l'invitation de Martial Saddier, Nathalie Kosciusko-Morizet a placé sa visite sous le signe de la qualité de l'eau en montagne. Il y a déjà longtemps qu'elle travaille sur ces sujets au côté du député-maire UMP de Bonneville. Jeunes élus à l'Assemblée nationale en 2002. Tous deux connaissent très bien les problèmes de l'eau en montagne que les changements clima-

tiques ne font qu'aggraver. C'est pourquoi “NKM” comme on la surnomme, voulait inaugurer ce matin la nouvelle station d'épuration de Flaine, ce qu'elle ne pourra faire pour cause de conseil des ministres. Mais elle officiera cet après-midi à Arenthon sur le site du Nant de Sion pour les travaux de “renaturation” réalisés sur l'Arve dans le cadre d'un contrat de rivière. Dans les deux cas, il s'agit bien d'impliquer tous les acteurs de la montagne pour préserver, dans la droite ligne du Grenelle de l'environnement, une eau de qualité. La ministre nous explique comment.

## ► Pourquoi vous préoccupez-vous tout particulièrement de la qualité de l'eau en montagne ?

- Il y a toujours eu des enjeux particuliers de l'eau en montagne. Si celle-ci bénéficie d'une image valorisante de “château d'eau” recevant et stockant les précipitations, il faut savoir que ce fonctionnement très en amont est fragile avec des questions de chutes, de cascades et d'étiages. Il pourrait donc connaître des

difficultés avec le changement climatique en cours. Il faut savoir qu'au siècle dernier, le réchauffement général a été deux fois plus rapide dans les Alpes que sur le reste du pays. Avec la disparition progressive des glaciers, l'alimentation en été des rivières diminue. De plus, on peut avoir des pluies moins régulières et plus violentes. Ce qui se traduit par une alternance de périodes de sécheresse et de crues. D'où la nécessité de mobiliser les acteurs pour une gestion plus fine de l'eau. Après avoir géré l'abondance, il va falloir gérer la rareté. Et la qualité. Il faut être vigilant sur les rejets par l'industrie. Les rivières sont très artificialisées et se régénèrent moins bien. Le comité de l'Arve a justement été exemplaire dans ce domaine. Il s'agissait de préserver et de re-développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques.

## ► Ne faut-il pas également se préoccuper davantage de l'assainissement des eaux usées ?

- Oui, bien sûr et c'est la raison pour laquelle je voulais

me rendre ce matin sur la nouvelle station d'épuration de Flaine. Au cœur de cette problématique écologique de la ressource en eau en zone de montagne, cette station de ski pouvait produire, lors des pics de fréquentation touristique, des surcharges hydrauliques et des dépassements de seuil qui avaient une incidence sur la qualité du ruisseau de la plaine du Lac et sur le lac de Flaine. C'est pourquoi nous avons soumis le projet d'extension touristique de la station à cette réhabilitation. On va pouvoir traiter plus d'eaux usées et mieux pour améliorer la qualité de l'eau en aval.

## ► D'une manière générale, faut-il modérer l'ardeur des stations de sports d'hiver à se développer ?

- C'est le problème de toutes les stations. Les équipements doivent être dimensionnés. Concernant les canons à neige, j'ai demandé une mission d'inspection car il faudrait que l'on puisse avoir une doctrine raisonnable. Même si on n'utilise plus d'additifs, il faut toujours pomper l'eau. J'attends les propositions du conseil général du dévelop-

pement durable. Quoi qu'il soit, au ministère, nous donnerons plus de subventions aux stations de moyenne montagne pour les sports d'hiver. Elles doivent investir dans la multi-activité. Les canons à neige ne sont pas la réponse universelle aux variations d'enneigement induits par les changements climatiques. Ce ne sont que des alibis pour se dispenser de se poser les questions fondamentales. Notre rôle est d'accompagner les évolutions, pas d'échapper.

Propos recueillis par **Hélène PILICHER**



“... pas d'y échapper”.

